

Rapport de gestion de

GOODFOOD MARKET CORP.

Trimestre et semestre clos le 28 février 2018

Table des matières

Base de présentation	3
Déclarations prospectives	3
Perspectives commerciales et hypothèses.....	4
Faits saillants du deuxième trimestre de l'exercice 2018.....	4
Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS.....	5
Résultats d'exploitation – Trimestres clos les 28 février 2018 et 2017.....	9
Résultats d'exploitation – Semestres clos les 28 février 2018 et 2017	10
Situation financière	11
Situation de trésorerie et sources de financement.....	12
Principales données trimestrielles	15
Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS trimestrielles	15
Gestion des risques financiers	16
Risque d'entreprise	16
Exigences additionnelles en matière de financement	16
Arrangements hors bilan	16
Instruments financiers	16
Données sur les actions en circulation	17
Information sectorielle	17
Estimations comptables critiques	17
Récents prises de position comptable	17
Contrôle interne à l'égard de l'information financière.....	18

Base de présentation

Ce document a été préparé afin de fournir un rapport de gestion portant sur la situation financière de Goodfood Market Corp. (« Goodfood » ou la « Société ») au 28 février 2018 et sur les résultats d'exploitation de la Société pour le trimestre et le semestre clos à cette date. Ce rapport de gestion, daté du 11 avril 2018, contient des informations disponibles à ce moment. Toutes mentions dans le présent rapport de gestion à l'exercice 2018 et à l'exercice 2017 se rapportent respectivement à l'exercice clos le 31 août 2018 et à l'exercice clos le 31 août 2017. Le présent document doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 août 2017 et les états financiers intermédiaires résumés de la Société et les notes y afférentes du trimestre et du semestre clos le 28 février 2018. Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière figurant dans le présent rapport de gestion est établie conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Certaines mesures financières utilisées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS, dont celles-ci : « ventes de marchandises brutes », « bénéfice brut ajusté », « marge brute ajustée », « BAIIA », « BAIIA ajusté », « marge du BAIIA ajusté », « perte nette ajustée » et « perte par action ajustée ». Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comporte des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada, y compris entre autres des informations sur nos objectifs et les stratégies que nous mettons en œuvre pour les réaliser, de même que des renseignements quant à nos croyances, nos plans, nos attentes, nos perspectives, nos estimations, et nos intentions. On reconnaît les déclarations prospectives à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « envisager », « prévoir », « croire » ou « poursuivre », ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, la formulation négative de ces mots et expressions, y compris des références à des hypothèses, bien que ce ne soit pas toutes les déclarations prospectives qui englobent ces mots et expressions. Les déclarations prospectives ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la Société, ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques qu'elle encourt à un moment donné dans le contexte d'événements passés et futurs possibles; par conséquent, le lecteur est avisé que cette information pourrait ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et elles peuvent comporter un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans de telles déclarations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs de risque suivants dont il est question plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 disponible sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com : des antécédents limités en matière d'exploitation, des flux de trésorerie négatifs liés aux activités d'exploitation, l'industrie alimentaire, les inquiétudes suscitées quant au contrôle de la qualité et à la santé, la conformité réglementaire, la réglementation de l'industrie, les questions de santé publique, les rappels de produits, une atteinte à la réputation de Goodfood, les perturbations dans le transport, la responsabilité associée aux produits, la possession et la protection de la propriété intellectuelle, l'évolution du secteur d'activité, la dépendance envers une seule installation, les activités syndicales et la dépendance à l'égard de la direction. Ces facteurs peuvent avoir un impact sur l'atteinte des cibles de croissance, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, le nombre restreint de produits, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité des membres du personnel, les interruptions ou les failles en matière de sécurité en ligne, la fiabilité des centres de données, la conformité des permis d'approvisionnement libre, les besoins futurs en capitaux, le risque d'exploitation et le risque assuré, la gestion de la croissance, les conflits d'intérêts, les litiges et les sinistres catastrophiques. Bien que les déclarations prospectives contenues dans les présentes soient fondées sur des hypothèses que nous considérons comme étant raisonnables, les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier indûment puisque les résultats réels peuvent être différents de ces déclarations. Lors de la préparation des déclarations prospectives, certaines hypothèses ont été posées concernant la disponibilité des sources de financement, le rendement de l'entreprise, la conjoncture et la demande des clients. Par conséquent, toutes les déclarations prospectives contenues dans les présentes sont visées par les mises en garde qui précèdent et rien ne garantit que les résultats ou les événements prévus se réaliseront ou, même s'ils sont essentiellement réalisés, qu'ils auront les conséquences et les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

Sauf indication contraire, ou si le contexte ne l'exige autrement, les déclarations prospectives ne sont valides qu'à la date où elles sont faites, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux renseignements, des événements futurs ou autrement, sauf si la loi nous y oblige.

Perspectives commerciales et hypothèses

Survol de la Société

Goodfood est un service de livraison de repas prêts à cuisiner qui connaît une croissance rapide. La compagnie livre chaque semaine à ses abonnés tous les ingrédients frais nécessaires à la préparation de repas délicieux. L'objectif de l'entreprise est de simplifier la préparation cuisine, en laissant aux utilisateurs tout le plaisir : cuisiner, partager avec les amis et la famille et savourer. Les abonnés sélectionnent en ligne leurs recettes favorites parmi une large sélection de repas originaux. La Société prépare ensuite un panier personnalisé d'ingrédients frais et effectue la livraison chez l'abonné. Les recettes sont faciles à suivre et présentées étape par étape. La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société se situent à Montréal, au Canada. Au 28 février 2018, Goodfood comptait 61 000 abonnés actifs.

Perspectives financières

L'industrie du service d'abonnement aux paniers-repas est l'un des secteurs affichant la plus forte croissance dans le monde et elle demeure relativement récente au Canada. En conséquence, Goodfood est d'avis qu'il existe d'importantes occasions d'accroître rapidement sa base d'abonnés en investissant dans des campagnes de marketing très ciblées, dans l'élargissement de la capacité de production et dans l'établissement d'une plateforme nationale. À mesure que la Société augmente sa base d'abonnés, la direction est certaine que Goodfood pourra réaliser des économies d'échelle, ce qui contribuera à l'amélioration de la rentabilité. Avec le lancement d'une nouvelle installation de production dans l'Ouest canadien au troisième trimestre de 2018, la direction prévoit que la Société accroîtra encore davantage sa clientèle.

Ces objectifs s'appuient sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté. Ces risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ses objectifs. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Déclarations prospectives » et « Risques d'entreprise » du présent rapport de gestion.

Faits saillants du deuxième trimestre de l'exercice 2018

Faits saillants – Comparaison du trimestre clos le 28 février 2018 et du trimestre clos le 28 février 2017

- Les ventes de marchandises brutes ont grimpé de 14 559 864 \$, ou 340 %, pour atteindre 18 840 295 \$.
- Les produits ont augmenté de 11 985 700 \$, ou 325 %, pour atteindre 15 672 647 \$.
- Au 28 février 2018, on comptait 61 000 abonnés actifs, soit un bond de 48 000 abonnés, ou 370 %, par rapport au 28 février 2017, et une augmentation de 30 000 abonnés, ou 97 %, par rapport au 31 août 2017.
- Le bénéfice brut s'est chiffré à 2 823 860 \$, en hausse de 1 929 636 \$. La marge brute s'est établie à 18,0 %, soit un recul de 0,3 point de pourcentage et de 6,3 points de pourcentage comparativement à celle des trimestres clos le 30 novembre 2017 et le 28 février 2017, respectivement.
- La marge brute ajustée a atteint 31,8 %, soit une amélioration de 0,9 point de pourcentage et un recul de 3,0 points de pourcentage comparativement à celle des trimestres clos le 30 novembre 2017 et le 28 février 2017, respectivement.
- La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à (14,4) %, soit une amélioration de 6,2 points de pourcentage et un recul de 9,9 points de pourcentage comparativement à celle des trimestres clos le 30 novembre 2017 et le 28 février 2017, respectivement.

- La perte nette ajustée a augmenté de 2 186 717 \$, pour s'établir à 2 394 604 \$.
- Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 1 105 336 \$, soit une hausse de 1 108 451 \$.

Faits saillants – Comparaison du semestre clos le 28 février 2018 et du semestre clos le 28 février 2017

- Les ventes de marchandises brutes ont grimpé de 25 279 078 \$, ou 370 %, pour atteindre 32 115 295 \$.
- Les produits ont augmenté de 21 029 114 \$, ou 358 %, pour atteindre 26 908 529 \$.
- Le bénéfice brut s'est chiffré à 4 884 124 \$, en hausse de 3 661 527 \$. La marge brute s'est établie à 18,2 %, soit un recul de 2,6 points de pourcentage. La marge brute ajustée a atteint 31,4 %, soit un recul de 0,5 point de pourcentage.
- La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à (17,0) %, soit un recul de 7,3 points de pourcentage.
- La perte nette ajustée s'est établie à 4 801 340 \$, en hausse de 4 171 756 \$.
- Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 2 499 066 \$, soit une hausse de 2 456 781 \$.
- En septembre 2017, la Société a réalisé avec succès le transfert des activités de production vers sa nouvelle installation dans l'Est canadien, ce qui a donné lieu à une augmentation de la production et au renforcement de la capacité de la Société d'assurer des efficacités opérationnelles.
- Le 10 novembre 2017, la Société a signé un contrat de location d'une durée de sept ans assorti d'options de renouvellement pour les vingt années suivantes visant une installation de production d'une superficie de 43 000 pieds carrés située dans l'Ouest canadien. Ce contrat de location est classé en tant que contrats de location simple et l'engagement total estimatif s'établit à environ 4 300 000 \$ sur le terme de sept ans. La Société a obtenu des modalités avantageuses, notamment une remise au locataire qui finance une portion importante des dépenses d'investissement prévues pour mettre en place l'installation, des hausses de loyers restreintes sur la durée du contrat de location et le droit d'agrandir dans les espaces adjacents pour soutenir la croissance future.

Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS

Dans cette rubrique, on décrit les paramètres et les mesures financières non conformes aux IFRS qu'utilise la Société dans le présent rapport de gestion. On y fait également un rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, le cas échéant. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS; donc, elles pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures financières non conformes aux IFRS constituent des renseignements additionnels en complément des mesures conformes aux IFRS et qui permettent de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées individuellement ni perçues comme étant un substitut à une analyse de notre information financière aux termes des IFRS et elles doivent être lues conjointement avec les états financiers pour les périodes indiquées.

Abonnés actifs

La direction définit un abonné actif comme un abonné qui doit recevoir une livraison ou qui a décidé de suspendre la livraison pour le prochain cycle de livraison hebdomadaire. Les abonnés actifs excluent les abonnements annulés. La direction estime que le paramètre des abonnés actifs est utile puisqu'il reflète les produits futurs. La Société présente le nombre d'abonnés actifs à l'ouverture et à la clôture de la période, arrondi en milliers. Le paramètre des abonnés actifs ne constitue pas une mesure financière.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2018	28 février 2017	2018	28 février 2017
Nombre d'abonnés actifs à l'ouverture	45 000	8 000	31 000	3 000
Variation nette du nombre d'abonnés actifs	16 000	5 000	30 000	10 000
Nombre d'abonnés actifs à la clôture	61 000	13 000	61 000	13 000

Ventes de marchandises brutes

Les ventes de marchandises brutes mesurent la valeur totale des ventes au détail des marchandises par la Société avant la prise en compte de tous les incitatifs et crédits compris dans les produits. Les incitatifs et crédits comprennent surtout des rabais lors de l'abonnement, généralement offerts aux nouveaux abonnés actifs lors de leur première livraison. Les ventes de marchandises brutes constituent une mesure financière non conforme aux IFRS. La direction est d'avis qu'il s'agit d'une mesure utile des produits, car, compte non tenu des incitatifs composés surtout de stimulants lors de l'abonnement et des crédits, elle est représentative des produits futurs qui seront générés.

Le tableau présente un rapprochement des produits et des ventes de marchandises brutes :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2018	28 février 2017	2018	28 février 2017
Produits	15 672 647 \$	3 686 947 \$	26 908 529 \$	5 879 415 \$
Incitatifs et crédits inclus dans les produits	3 167 648	593 484	5 206 766	956 802
Ventes de marchandises brutes	18 840 295 \$	4 280 431 \$	32 115 295 \$	6 836 217 \$

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, les ventes de marchandises brutes ont respectivement inscrit une croissance de 14 559 864 \$ et de 25 279 078 \$. Cette hausse est surtout attribuable à la croissance constante du nombre d'abonnés actifs.

Bénéfice brut ajusté et marge brute ajustée

Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée mesurent le bénéfice brut et la marge brute en fonction de la valeur des ventes au détail. Le bénéfice brut ajusté est calculé en soustrayant le coût des marchandises vendues des ventes de marchandises brutes. La marge brute ajustée est exprimée en pourcentage et calculée comme étant le bénéfice brut ajusté divisé par les ventes de marchandises brutes. Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures financières non conformes aux IFRS. La direction estime que le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures de rendement financier utiles, car les ventes de marchandises brutes reflètent les produits futurs qui seront générés et, par conséquent, le bénéfice brut et la marge brute futurs.

Le tableau suivant fait le rapprochement du bénéfice brut ajusté et de la marge brute ajustée :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	2018	28 février 2017	2018	28 février 2017
Ventes de marchandises brutes	18 840 295 \$	4 280 431 \$	32 115 295 \$	6 836 217 \$
Coût des marchandises vendues	12 848 787	2 792 723	22 024 405	4 656 818
Bénéfice brut ajusté	5 991 508 \$	1 487 708 \$	10 090 890 \$	2 179 399 \$
Marge brute ajustée	31,8 %	34,8 %	31,4 %	31,9 %

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, la marge brute ajustée a respectivement reculé de 3,0 points de pourcentage et de 0,5 point de pourcentage. Ce recul découle principalement de la hausse des dépenses de démarrage des activités dans l'Ouest canadien, des coûts de main-d'œuvre liés à la production et des coûts indirects plus élevés liés à la nouvelle installation dans l'Est canadien.

BAIIA, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le BAIIA est défini comme le bénéfice net ou de la perte nette, compte non tenu des charges financières nettes, de l'amortissement et de la charge d'impôt. Le BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite de la charge de rémunération fondée sur des actions, car elle est incluse dans la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres et autres éléments qui, selon la direction, ne découlent pas nécessairement des activités normales quotidiennes de la Société et pourraient entraver l'analyse des tendances en matière de rendement. La marge du BAIIA ajusté se définit comme le BAIIA ajusté divisé par les produits. Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. La direction estime que le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures de rendement financier utiles, car elles permettent d'évaluer la capacité de la Société de saisir les occasions de croissance de façon rentable, de financer ses activités courantes et de rembourser sa dette à long terme. Ces mesures permettent également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure de capital est différente.

Le tableau suivant fait le rapprochement de la perte nette et du BAIIA, du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté :

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2018	2017	2018	2017
Perte nette	(2 394 604) \$	(1 766 488) \$	(4 914 437) \$	(4 879 302) \$
Charges financières nettes	(9 989)	1 566 726	(29 552)	4 265 777
Amortissements	71 766	10 759	108 723	18 298
BAIIA	(2 332 827) \$	(189 003) \$	(4 835 266) \$	(595 227) \$
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	113 097	–
Charge de rémunération fondée sur des actions	77 666	21 281	151 846	26 421
BAIIA ajusté	(2 255 161) \$	(167 722) \$	(4 570 323) \$	(568 806) \$
Produits	15 672 647 \$	3 686 947 \$	26 908 529 \$	5 879 415 \$
Marge du BAIIA ajusté (%)	(14,4) %	(4,5) %	(17,0) %	(9,7) %

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, la marge du BAIIA ajusté a respectivement reculé de 9,9 points de pourcentage et de 7,3 points de pourcentage. Ce recul s'explique essentiellement par une hausse de la perte nette causée par une augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, en partie compensée par le bénéfice brut plus élevé.

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, le BAIIA ajusté exclut la perte hors trésorerie résultant de la sortie d'immobilisations corporelles, car la direction est d'avis que cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2017, le BAIIA ajusté ne tient pas compte de la perte hors trésorerie découlant de la réévaluation des billets convertibles, car, selon la direction, cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Perte nette ajustée et perte ajustée par action

La perte nette ajustée est définie comme une perte nette ajustée pour les éléments que la direction estime ne pas faire partie comme telle des activités normales quotidiennes de la Société et qui pourraient nuire à l'analyse des tendances en matière de rendement. La perte ajustée par action correspond à la perte nette ajustée divisée par le nombre moyen pondéré de base et diluée d'actions ordinaires en circulation. La perte nette ajustée et la perte ajustée par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS. La direction est d'avis que la perte nette ajustée et la perte ajustée par action sont des mesures de rendement utiles, car elles facilitent les comparaisons d'une période à l'autre.

Le tableau suivant présente le rapprochement de la perte nette et de la perte nette ajustée :

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2018	2017	2018	2017
Perte nette	(2 394 604) \$	(1 766 488) \$	(4 914 437) \$	(4 879 302) \$
Perte découlant de la réévaluation des billets convertibles	–	1 558 601	–	4 249 718
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	–	–	113 097	–
Ajustements à la perte nette	– \$	1 558 601 \$	113 097 \$	4 249 718 \$
Perte nette ajustée	(2 394 604) \$	(207 887) \$	(4 801 340) \$	(629 584) \$

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, la perte nette ajustée a respectivement augmenté de 2 186 717 \$ et de 4 171 756 \$. L'augmentation de la perte nette ajustée s'explique essentiellement par une hausse de la perte nette causée par une augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, en partie compensée par le bénéfice brut plus élevé.

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, la perte nette ajustée exclut la perte hors trésorerie résultant de la sortie d'immobilisations corporelles, car la direction est d'avis que cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Pour ce qui est du trimestre et du semestre clos le 28 février 2017, la perte nette ajustée ne tient pas compte de la perte hors trésorerie découlant de la réévaluation des billets convertibles, car, selon la direction, cet élément ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes de la Société.

Dans le tableau qui suit, on fait le rapprochement de la perte par action, de base et diluée, et de la perte ajustée par action :

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2018	2017	2018	2017
Perte nette par action	(0,05) \$	(0,07) \$	(0,10) \$	(0,20) \$
Incidence des ajustements à la perte nette présentée ci-dessus	–	0,06	–	0,17
Perte ajustée par action	(0,05) \$	(0,01) \$	(0,10) \$	(0,03) \$

Résultats d'exploitation – Trimestres clos les 28 février 2018 et 2017

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état du résultat net et du résultat global de la Société pour les trimestres clos les 28 février 2018 et 2017 :

Trimestres clos les 28 février	2018	2017	Variation ¹⁾	Variation (en %)
Produits	15 672 647 \$	3 686 947 \$	11 985 700 \$	325 %
Coûts des marchandises vendues	12 848 787	2 792 723	10 056 064	360 %
Bénéfice brut	2 823 860 \$	894 224 \$	1 929 636 \$	216 %
<i>Marge brute²⁾</i>	18,0 %	24,3 %	6,3 %	s. o.
Frais de vente et charges générales et administratives	5 156 687 \$	1 083 227 \$	4 073 460 \$	376 %
Amortissements	71 766	10 759	61 007	567 %
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(9 989)	1 566 726	(1 576 715)	101 %
Perte nette, représentant le résultat global	(2 394 604) \$	(1 766 488) \$	(628 116) \$	36 %

¹⁾ Une variation positive constitue une incidence favorable sur la perte nette alors qu'une variation négative représente une incidence défavorable sur la perte nette. La variation en pourcentage est présentée comme une valeur absolue.

²⁾ La marge brute est calculée comme étant le bénéfice brut divisé par les produits et elle est exprimée en pourcentage.

Explication des variations entre le trimestre clos le 28 février 2018 et le trimestre clos le 28 février 2017

- L'augmentation des produits est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs.
- La hausse du bénéfice brut s'explique avant tout par la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs.
- La baisse de la marge brute résulte essentiellement de la hausse des dépenses de démarrage des activités dans l'Ouest canadien, des coûts de main-d'œuvre liés à la production et des coûts indirects plus élevés liés à la nouvelle installation dans l'Est canadien. La Société s'attend à ce que les coûts fixes en pourcentage des produits diminuent parallèlement à sa croissance soutenue.
- Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté en raison surtout d'une hausse planifiée des coûts de marketing et d'une augmentation des salaires imputable au nombre plus élevé de membres du personnel administratif qui ont été embauchés pour soutenir la croissance de la Société.
- La hausse des amortissements résulte de l'acquisition d'immobilisations corporelles à l'échelle de toutes les catégories d'actifs, y compris les actifs détenus et les améliorations locatives effectuées à la nouvelle installation de production de la Société dans l'Est canadien.
- La baisse des charges financières nettes est attribuable en grande partie à la perte lors d'exercices antérieurs liée à la réévaluation des billets convertibles à la suite de leur conversion en actions ordinaires de la Société au cours de l'exercice 2017. Aucun autre ajustement de l'évaluation de la juste valeur n'est nécessaire.
- L'augmentation de la perte nette découle surtout de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, contrebalancée en partie par la baisse des charges financières nettes et l'augmentation du bénéfice brut.

Résultats d'exploitation – Semestres clos les 28 février 2018 et 2017

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état du résultat net et du résultat global de la Société pour les semestres clos les 28 février 2018 et 2017 :

Semestres clos les 28 février	2018	2017	Variation ¹⁾	Variation (en %)
Produits	26 908 529 \$	5 879 415 \$	21 029 114 \$	358 %
Coûts des marchandises vendues	22 024 405	4 656 818	17 367 587	373 %
Bénéfice brut	4 884 124 \$	1 222 597 \$	3 661 527 \$	299 %
<i>Marge brute</i> ²⁾	18,2 %	20,8 %	2,6 %	s. o.
Frais de vente et charges générales et administratives	9 606 293 \$	1 817 824 \$	7 788 469 \$	428 %
Amortissements	108 723	18 298	90 425	494 %
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	113 097	–	113 097	s. o.
(Produits financiers nets) charges financières nettes	(29 552)	4 265 777	(4 295 329)	101 %
Perte nette, représentant le résultat global	(4 914 437) \$	(4 879 302) \$	(35 135) \$	1 %

¹⁾ Une variation positive constitue une incidence favorable sur la perte nette alors qu'une variation négative représente une incidence défavorable sur la perte nette. La variation en pourcentage est présentée comme une valeur absolue.

²⁾ La marge brute est calculée comme étant le bénéfice brut divisé par les produits et elle est exprimée en pourcentage.

Explication des variations entre le semestre clos le 28 février 2018 et le semestre clos le 28 février 2017

- L'augmentation des produits est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs.
- La hausse du bénéfice brut s'explique avant tout par la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs.
- La baisse de la marge brute résulte essentiellement de la hausse des dépenses de démarrage des activités dans l'Ouest canadien, des coûts de main-d'œuvre liés à la production et des coûts indirects plus élevés liés à la nouvelle installation dans l'Est canadien. La Société s'attend à ce que les coûts fixes en pourcentage des produits diminuent parallèlement à sa croissance soutenue.
- Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté en raison principalement d'une hausse planifiée des coûts de marketing et des salaires imputable au nombre plus élevé de membres du personnel administratif qui ont été embauchés pour soutenir la croissance de la Société.
- La hausse des amortissements résulte de l'acquisition d'immobilisations corporelles à l'échelle de toutes les catégories d'actifs, y compris les actifs détenus et les améliorations locatives effectuées à la nouvelle installation de production de la Société dans l'Est canadien.
- L'augmentation de la perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles est attribuable à la sortie de matériel et d'outillage de l'ancienne installation de production de l'Est canadien de la Société.
- La baisse des charges financières nettes est attribuable en grande partie à la perte lors d'exercices antérieurs liée à la réévaluation des billets convertibles à la suite de leur conversion en actions ordinaires de la Société au cours de l'exercice 2017. Aucun autre ajustement de l'évaluation de la juste valeur n'est nécessaire.
- L'augmentation de la perte nette découle surtout de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, contrebalancée en grande partie par la baisse des charges financières nettes et l'augmentation du bénéfice brut.

Situation financière

Le tableau suivant présente une analyse de l'état de la situation financière de la Société au 28 février 2018 par rapport au 31 août 2017 :

	28 février 2018	31 août 2017	Variation
Total des actifs	21 996 190 \$	21 310 242 \$	685 948 \$
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 176 680	17 548 417	(2 371 737)
Montants à recevoir au titre des taxes de vente	1 018 804	773 462	245 342
Stocks	635 311	382 374	252 937
Charges payées d'avance et autres actifs courants	418 615	152 682	265 933
Immobilisations corporelles	4 384 534	2 300 147	2 084 387
Total des passifs	10 400 010 \$	4 958 663 \$	5 441 347 \$
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Ligne de crédit	500 000	–	500 000
Créditeurs et charges à payer	6 503 469	3 529 373	2 974 096
Produits différés	595 501	841 037	(245 536)
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	2 295 930	511 809	1 784 121
Total des capitaux propres	11 596 180 \$	16 351 579 \$	(4 755 399) \$
<i>La variation est attribuable surtout à ce qui suit :</i>			
Déficit	(16 089 139)	(11 174 702)	(4 914 437)

Explication des variations survenue entre le 31 août 2017 et le 28 février 2018

- La diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est attribuable aux sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation.
- La hausse des montants à recevoir au titre des taxes de vente rend compte de la croissance et des dépenses d'investissement additionnelles de la Société.
- L'augmentation des stocks est attribuable à la croissance de la Société dans le cadre de laquelle la hausse des stocks de nourriture et la hausse de matériel d'emballage cadrent généralement avec les tendances des produits hebdomadaires et mensuels, respectivement.
- La hausse des charges payées d'avance et autres actifs courants est principalement attribuable à la remise au locataire qui rembourse une portion importante des dépenses d'investissement nécessaires pour mettre en place les nouvelles installations de production de la Société dans l'Ouest canadien.
- L'augmentation des immobilisations corporelles s'explique avant tout par des dépenses d'investissement liées aux nouvelles installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien. Au 28 février 2018, la construction d'une installation de production dans l'Est canadien était quasi terminée et l'installation de production dans l'Ouest canadien était toujours en cours de construction. Au cours du semestre clos le 28 février 2018, la Société a commencé à amortir environ 3 170 000 \$ d'immobilisations corporelles qui étaient auparavant classées comme actifs en cours de construction.
- Les créanciers et charges à payer ont augmenté du fait surtout de la hausse des dettes fournisseurs et des charges à payer attribuable à la croissance de la Société.
- La baisse des produits différés résulte en grande partie du moment où la période a pris fin dans le cycle de livraison hebdomadaire de la Société.
- L'augmentation du déficit est imputable à la perte nette inscrite pour le semestre clos le 28 février 2018.

Situation de trésorerie et sources de financement**Gestion du capital**

En matière de gestion du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités afin de maximiser la protection du capital et d'offrir des rendements du capital investi concurrentiels. Pour financer ses activités, la Société a compté sur des placements privés de ses actions ordinaires et privilégiées, des billets convertibles et des instruments d'emprunt à long terme, qui sont inclus dans la définition du capital selon la Société. La Société gère ses excédents de trésorerie de façon à faire en sorte qu'elle dispose de réserves suffisantes pour financer ses activités et ses dépenses d'investissement.

Flux de trésorerie

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les trimestres clos les 28 février 2018 et 2017 :

Trimestres clos les 28 février	2018	2017	Variation
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(1 105 336) \$	3 115 \$	(1 108 451) \$
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	378 746	229 063	149 683
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(659 444)	(45 215)	(614 229)
Variation nette de la trésorerie	(1 386 034) \$	186 963 \$	(1 572 997) \$
Trésorerie à l'ouverture de la période	16 562 714	1 389 165	15 173 549
Trésorerie à la clôture de la période	15 176 680 \$	1 576 128 \$	13 600 552 \$

La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation découle pour l'essentiel de l'augmentation de la perte nette ajustée, ce qui a été contrebalancé en partie par une variation favorable du fonds de roulement. La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement résulte surtout d'un prélèvement de 500 000 \$ sur la ligne de crédit, contré partiellement par le remboursement sur la dette à long terme. La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement provient en grande partie des dépenses d'investissement liées aux nouvelles installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien.

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les semestres clos les 28 février 2018 et 2017 :

Semestres clos les 28 février	2018	2017	Variation
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(2 499 066) \$	(42 285) \$	(2 456 781) \$
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	2 251 487	1 228 126	1 023 361
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(2 124 158)	(129 643)	(1 994 515)
Variation nette de la trésorerie	(2 371 737) \$	1 056 198 \$	(3 427 935) \$
Trésorerie à l'ouverture de la période	17 548 417	519 930	17 028 487
Trésorerie à la clôture de la période	15 176 680 \$	1 576 128 \$	13 600 552 \$

La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation découle pour l'essentiel de l'augmentation de la perte nette ajustée, ce qui a été contrebalancé en partie par une variation favorable du fonds de roulement. La variation positive des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement résulte surtout de l'obtention d'un emprunt à terme de 2 500 000 \$ et d'une ligne de crédit de 500 000 \$, ce qui a été contré partiellement par le remboursement sur la dette à long terme. La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement provient en grande partie des dépenses d'investissement liées aux nouvelles installations de production de la Société dans l'Est canadien et dans l'Ouest canadien.

Facilité de crédit

Au cours de l'exercice 2018, d'importantes transactions de financement ont été conclues, comme suit :

- En septembre 2017, la Société a obtenu un engagement auprès d'une banque à charte canadienne afin que celle-ci lui fournisse une facilité de crédit garantie, laquelle se compose d'un emprunt à terme de cinq ans à taux variable d'un montant de 2 500 000 \$, d'une ligne de crédit renouvelable de 500 000 \$ ainsi que d'autres mécanismes de financement à court terme totalisant 300 000 \$. La facilité de crédit est garantie par les stocks et par une hypothèque mobilière de premier rang grevant les actifs de la Société.
- Le 12 octobre 2017, l'emprunt à terme de 2 500 000 \$ portant intérêt à un taux variable correspondant au taux préférentiel de la banque majoré de 3,25 % (6,70 % au 28 février 2018) a été déboursé. L'emprunt à terme est remboursable en versements trimestriels égaux de 125 000 \$, du 30 novembre 2017 au 31 août 2022. Le produit tiré de l'emprunt à terme a été utilisé pour refinancer la dette à long terme de la Société et financer les dépenses d'investissement ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise.
- Au 28 février 2018, la ligne de crédit de 500 000 \$ portant intérêt à un taux variable correspondant au taux préférentiel de la banque majoré de 3,25 % (6,70 % au 28 février 2018) était entièrement utilisée. La ligne de crédit sert à financer les activités quotidiennes et est remboursable sur demande.
- La facilité de crédit comprend des clauses restrictives de nature financière, que la Société respectait au 28 février 2018.

Obligations contractuelles

Le tableau qui suit présente les montants dus aux échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés, ainsi que les engagements à l'égard des contrats de location simple au 28 février 2018 :

	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Ligne de crédit	500 000 \$	500 000 \$	– \$	– \$
Créditeurs et charges à payer	6 503 469	6 503 469	–	–
Dette à long terme	2 673 393	660 357	2 013 036	–
Contrats de location simple	7 078 274	939 165	4 568 154	1 570 955
	16 755 136 \$	8 602 991 \$	6 581 190 \$	1 570 955 \$

Principales données trimestrielles

Dans le tableau suivant, on présente les ventes de marchandises brutes, les produits, la perte nette, la perte nette ajustée, la perte nette par action, de base et diluée, et la perte nette ajustée par action, de base et diluée, des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les							
	28 févr. 2018	30 nov. 2017	31 août 2017	31 mai 2017	28 févr. 2017	30 nov. 2016	31 août 2016	31 mai 2016
Ventes de marchandises								
brutes	18 840 \$	13 275 \$	8 709 \$	7 536 \$	4 280 \$	2 556 \$	1 148 \$	1 060 \$
Produits	15 673	11 236	7 488	6 428	3 687	2 192	996	928
Perte nette	(2 395)	(2 520)	(3 770)	(1 217)	(1 766)	(3 113)	(367)	(345)
Perte nette ajustée	(2 395)	(2 407)	(2 312)	(861)	(208)	(422)	(325)	(194)
Perte nette par action, de base et diluée ¹⁾	(0,05)	(0,05)	(0,08)	(0,05)	(0,07)	(0,13)	(0,01)	(0,01)
Perte nette ajustée par action, de base et diluée	(0,05)	(0,05)	(0,05)	(0,03)	(0,01)	(0,02)	(0,01)	(0,01)

¹⁾ La somme de la perte nette par action, de base et diluée, par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte nette par action, de base et diluée, depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS trimestrielles

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les							
	28 févr. 2018	30 nov. 2017	31 août 2017	31 mai 2017	28 févr. 2017	30 nov. 2016	31 août 2016	31 mai 2016
Produits	15 673 \$	11 236 \$	7 488 \$	6 428 \$	3 687 \$	2 192 \$	996 \$	928 \$
Incitatifs et crédits	3 167	2 039	1 221	1 108	593	364	152	132
Ventes de marchandises								
brutes	18 840 \$	13 275 \$	8 709 \$	7 536 \$	4 280 \$	2 556 \$	1 148 \$	1 060 \$
Perte nette	(2 395) \$	(2 520) \$	(3 770) \$	(1 217) \$	(1 766) \$	(3 113) \$	(367) \$	(345) \$
Perte résultant de la réévaluation des billets convertibles	—	—	1 458	8	1 558	2 691	42	151
Perte résultant de la sortie d'immobilisations corporelles	—	113	—	348	—	—	—	—
Perte nette ajustée	(2 395) \$	(2 407) \$	(2 312) \$	(861) \$	(208) \$	(422) \$	(325) \$	(194) \$
Perte nette par action, de base et diluée ¹⁾	(0,05) \$	(0,05) \$	(0,08) \$	(0,05) \$	(0,07) \$	(0,13) \$	(0,01) \$	(0,01) \$
Incidence des ajustements à la perte nette	—	—	0,03	0,02	0,06	0,11	—	—
Perte nette ajustée par action, de base et diluée	(0,05) \$	(0,05) \$	(0,05) \$	(0,03) \$	(0,01) \$	(0,02) \$	(0,01) \$	(0,01) \$

¹⁾ La somme de la perte nette par action, de base et diluée, par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte nette par action, de base et diluée, depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

Gestion des risques financiers

Risque de liquidité

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare son budget et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

Pour l'exercice prenant fin le 31 août 2018, les pertes d'exploitation attendues qui seront imputables à la croissance continue du nombre d'abonnés actifs de la Société et les dépenses d'investissement engagées pour la construction des installations de production devraient réduire le solde de trésorerie de la Société et sa situation de trésorerie par rapport au 28 février 2018, en l'absence d'un financement supplémentaire. D'après la direction, les fonds en caisse de la Société et la capacité de financement fourniront les sources adéquates de liquidités afin de satisfaire aux exigences à court terme, de financer les dépenses d'investissement prévues ainsi que toutes pertes d'exploitation.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie de même qu'à ses dépôts bancaires inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs courants. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. La direction est d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société traite avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord.

Risque d'entreprise

Il y a lieu de consulter la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 que l'on retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com pour une analyse plus poussée des facteurs de risque de la Société.

Exigences additionnelles en matière de financement

La Société pourrait devoir avoir recours à du financement additionnel dans l'avenir pour atteindre les objectifs énoncés à la rubrique « Perspectives financières » du présent rapport de gestion, du fait de la croissance réalisée et attendue du nombre d'abonnés actifs, de l'investissement prévu dans les activités, les services logistiques, l'automatisation et la technologie, et de la possibilité qu'elle inscrive encore des pertes d'exploitation.

Arrangements hors bilan

Les arrangements hors bilan qu'a pris la Société consistent en des obligations au titre de contrats de location simple dont il est question à la note 11 afférente à ses états financiers intermédiaires résumés du trimestre et du semestre clos le 28 février 2018. À l'heure actuelle, la Société n'a aucun autre arrangement hors bilan qui a ou qui serait susceptible d'avoir une incidence actuelle ou future sur sa situation financière, les variations des produits et des charges, les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie, les dépenses d'investissement ou les sources de financement d'importance.

Instruments financiers

Politique en matière d'investissement

La Société investit son excédent de trésorerie dans des placements comportant diverses échéances et qui sont choisis en fonction du calendrier prévu des placements ou des dépenses devant être engagées pour les activités poursuivies.

Billets convertibles

La Société a classé ses billets convertibles en tant que passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les variations de la juste valeur des billets, y compris l'incidence des intérêts courus, sont comptabilisées dans les charges financières nettes.

Au 28 février 2018 et au 31 août 2017, aucun billet convertible n'était en circulation.

Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2017, des billets convertibles d'une valeur nominale de 1 000 000 \$ étaient en circulation et la Société a respectivement comptabilisé une perte de 1 558 601 \$ et de 4 249 718 \$ à la réévaluation de la juste valeur. Il y a lieu de se reporter aux notes 12 et 21 afférentes aux états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2017 pour de plus amples renseignements sur les billets convertibles.

Dérivés

La Société n'a conclu aucun dérivé au cours du semestre clos le 28 février 2018.

Clauses restrictives de nature financière

Comme il en est question à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, la facilité de crédit garantie de la Société comprend des clauses restrictives de nature financière pouvant limiter la capacité de la Société de conclure des transactions ou de saisir des occasions d'affaires. Au 28 février 2018, la Société respectait ces clauses restrictives de nature financière.

Données sur les actions en circulation

Au 11 avril 2018, la Société avait 47 825 245 actions ordinaires émises et en circulation, 1 060 701 options sur actions en circulation et 405 002 options de rémunération de mandataires en circulation.

Pour un complément d'information à propos des options de rémunération de mandataires, il y a lieu de se reporter à la note 14 des états financiers consolidés audités annuels de la Société de l'exercice clos le 31 août 2017. Pour un complément d'information à propos des options sur actions, il y a lieu de se reporter à la note 12 des états financiers intermédiaires résumés de la Société du trimestre et du semestre clos le 28 février 2018.

Information sectorielle

La Société n'a qu'un secteur isolable étant donné que ses principales activités s'articulent autour du développement et de la prestation de service sur le marché canadien des paniers-repas.

Estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principales estimations comptables et hypothèses de la Société pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018 comprennent l'estimation du pourcentage d'utilisation au titre des crédits de vente et de référence inclus dans les produits différés et la recouvrabilité de l'impôt différé. La Société recourt au jugement pour fixer la date à laquelle les immobilisations corporelles sont disponibles en vue de leur utilisation prévue.

Récents prises de position comptable

Aucun changement n'est survenu à ce chapitre, et il y a donc lieu de se reporter aux états financiers consolidés audités annuels de la Société de l'exercice clos le 31 août 2017.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Conformément au contrôle interne à l'égard de l'information financière décrit dans le Règlement 52-109 – *Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a enclenché un processus de conception et de mise en œuvre de contrôles internes afin de fournir l'assurance raisonnable que l'information qu'elle doit présenter dans ses documents déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation et à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction de la Société continue de concevoir, d'élargir la portée et de perfectionner de tels contrôles afin de minimiser les risques à cet égard.